



4 avril: Journée internationale de sensibilisation au problème des mines

Mines « intelligentes » & Trump : Donner le feu vert à ces armes barbares met les civils en danger

Ottawa, 1^{er} avril 2020. Le 31 janvier, l'administration Trump a annulé une politique visant à éliminer toutes les mines antipersonnel et a annoncé l'autorisation d'utiliser des mines dites « intelligentes ». Humanité & Inclusion (HI), co-fondatrice de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (ICBL) et co-lauréate du prix Nobel de la paix 1997, a dénoncé un recul grave dans la lutte contre ces armes barbares. Alors que nous célébrons la Journée internationale de sensibilisation au problème des mines, le 4 avril, HI appelle les États-Unis à revenir sur cette décision menaçant le succès retentissant de la Convention d'Ottawa qui interdit les mines et a réduit par 3 le nombre de victimes en 20 ans.

HI dénonce une **décision odieuse** qui menace les progrès réalisés en 20 ans grâce à la Convention d'Ottawa qui interdit les mines antipersonnel.

- **Citation 1** : « Il est inimaginable qu'après plus de 20 ans de combats et de victoires contre ces armes infâmes, les États-Unis lancent l'utilisation de mines « intelligentes » ! Nous refusons de revenir au scénario des années 90, où nous comptons plus de 20 000 victimes par an, a déclaré Emmanuel Sauvage, responsable de la réduction de la violence armée chez HI. En plus d'être irresponsable et de donner un signal négatif aux pays qui n'ont pas adhéré à la Convention, la politique des États-Unis est absurde. »

Cette décision va à l'encontre de décennies passées sans utiliser des mines. Comment affirmer que les mines terrestres sont « un outil vital dans la guerre conventionnelle » alors que l'armée américaine n'a pas choisi de les utiliser depuis des dizaines d'années ?

- **Citation 2** : « Alors que les États-Unis, et le reste du monde, doivent maintenant lutter contre la COVID-19 qui a de graves conséquences sanitaires, économiques et sociales, ajoute Emmanuel Sauvage, et que le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé à un "cessez-le-feu mondial immédiat" pour donner la priorité à la lutte contre la pandémie, cette décision semble totalement hors de propos et ne correspond pas aux défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Les mines ne sont pas un « outil vital », comme l'a déclaré l'administration américaine dans sa décision de janvier dernier. Ce qui est « vital », c'est d'unir les

efforts mondiaux pour combattre la COVID-19. Nous demandons instamment à l'administration Trump de revenir sur cette décision et de se concentrer sur la première véritable priorité. »

- **Citation 3** : « Nous demandons instamment à l'administration Trump de revenir sur cette décision et de se concentrer sur de vraies priorités : soutenir les 60 millions de personnes vivant dans des pays contaminés par les mines et les restes explosifs de guerre et dont la vulnérabilité pourra se trouver encore aggravée par la COVID-19 », a déclaré Jérôme Bobin, Directeur général d'Humanité & Inclusion Canada.

La victoire retentissante de la Convention d'Ottawa

En 1997, la Convention d'Ottawa interdisant l'utilisation, la production, le stockage et le transfert des mines antipersonnel a marqué un tournant dans la lutte contre celles-ci. En 20 ans d'application, la Convention a prouvé son efficacité : La Convention compte [164 États parties](#), faisant de l'interdiction des mines une norme universelle du droit humanitaire international. Les [États-Unis](#) sont l'un des rares pays qui n'ont pas encore adhéré à la Convention, partageant les mêmes rangs que la Chine, l'Égypte, l'Inde, Israël, le Pakistan et la Russie.

En vingt ans, l'utilisation des mines terrestres a presque été éradiquée. La Convention d'Ottawa a également presque complètement tari le commerce de cette arme : en 1999, 50 États produisaient encore des mines et 160 millions de mines étaient stockées. Aujourd'hui, seuls 11 États produisent encore ces armes et les stocks sont inférieurs à 50 millions de mines.

Plus de 120 000 victimes ont été enregistrées par l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions au cours de la période 1999-2018, le nombre annuel de victimes ayant été divisé par 3 en 15 ans. La tendance mondiale a en effet été positive, montrant la victoire retentissante de la Convention d'Ottawa. Néanmoins, 2018 a été la quatrième année consécutive avec un nombre exceptionnellement élevé de victimes de mines et des restes explosifs de guerre - y compris de mines improvisés qui agissent comme des mines antipersonnel.

Dans le monde, au moins 60 millions de personnes vivent encore dans des zones contaminées. Nous ne pouvons donc pas considérer la Convention d'Ottawa comme acquise. Elle doit être renforcée en permanence au lieu d'être lâchement attaquée par certains États.

Pour la première fois en sept ans, le financement consacré à l'aide aux victimes dans le cadre du budget mondial de lutte contre les mines a augmenté en 2018. HI appelle les donateurs à confirmer cette évolution positive. Les États parties doivent continuer à placer les personnes au centre de leur assistance en soutenant un meilleur accès aux services vitaux pour les survivants, leurs familles et les communautés touchées.

Les mines « intelligentes » n'existent pas !

Présentée par l'administration Trump comme « un instrument important », la politique du Pentagone stipule que la « mine avancée et non permanente » qui est actuellement en cours de développement, serait désactivée après un certain temps et serait « conçue pour réduire les dommages involontaires causés aux civils et aux forces partenaires ».

- **Citation 4 :** « C'est une absurdité absolue, a déclaré Gary Toombs, expert en mines et en armes explosives de HI. *Il n'existe pas de mines terrestres 'intelligentes' ! Les mines qui s'autodétruisent à distance ont, comme tout dispositif électronique, le risque de tomber en panne et peuvent ne pas fonctionner ou mal fonctionner, laissant derrière elles des explosifs dangereux. Même les fragments de mines terrestres mal détruites peuvent être dangereux !* »

À propos de HI

HI est une association de solidarité internationale indépendante qui intervient depuis 30 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la Paix en 1997 et lauréate du prix Conrad N. Hilton 2011. HI agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

Pour en savoir plus :

<https://hi-canada.org/fr/petition-mines>

Contact presse :

Gabriel Perriau

Chargé des communications

Humanité & Inclusion Canada

g.perriau@hi.org

514 945-0309